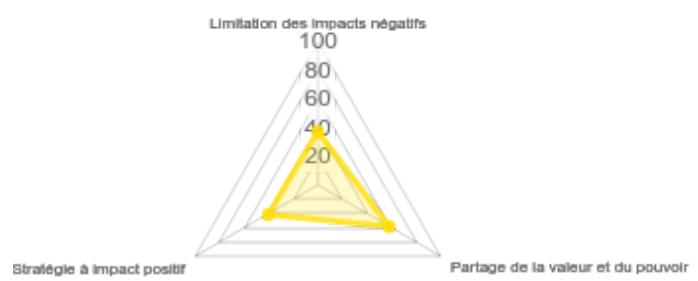


Vous souhaitez ré-ouvrir votre formulaire dans la même année ? Ecrivez-nous sur impactscore@impactfrance.eco

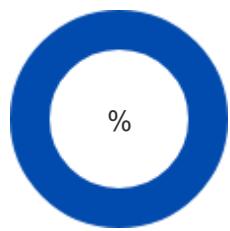
Mon score

45,05 / 100

Evalué le 19/12/2024



Informations entreprise



**RÉPONDRE AU
QUESTIONNAIRE**

Limitation des impacts négatifs



Partage de la valeur et du pouvoir



Stratégie à impact positif



100% Complété

7 questions sur 7

0/

1. Bienvenue dans le parcours destiné aux jeunes organisations de moins de 3 ans dont les statuts ont été déposés ! Les questions vous seront posées au présent et au futur afin de vous inviter à vous projeter jusqu'à 3 ans après la date de création de votre organisation. Au bout de 3 ans après la date de création ou en cas de croissance rapide, vous pourrez choisir d'être évalué sur le parcours destiné aux TPE. Confirmez-vous que votre organisation a moins de 3 ans d'existence ?*

L'Impact Score aborde de nombreuses thématiques afin de vous donner la possibilité de réaliser un bilan complet et de mettre en place des actions qui vous apparaissent les plus prioritaires pour votre organisation. Si vous avez la moindre question merci de vous rapprocher de votre structure d'accompagnement ou bien de nous écrire à l'adresse impactscore@impactfrance.eco.

- Oui
- Non

2. Quel est le statut juridique de votre organisation ?* i

Vous ne trouvez pas votre statut ? Merci de nous écrire à l'adresse impactscore@impactfrance.eco.

- SA (société anonyme)
- SAS (Société Anonyme Simplifiée), SASU (Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle), SAS de l'ESS, SAPO, SASPO
- SARL (Société à Responsabilité Limitée) / EARL (Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée)
- Association loi 1901
- SNC (Société en Nom Collectif)
- Société Coopérative (Société Coopérative Artisanale, de Transport, de Commerçant, d'Entrepreneurs ou de Production)
- SCA (Société Coopérative Agricole)
- SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif)
- Administration publique (Etat, collectivités territoriales, institutions internationales...)
- Indépendant - Micro-entreprise, EI (Entreprise Individuelle), EIRL (Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée), EURL (Entreprise Unipersonnelle)
- Société d'économie mixte (dite SEM, SEML, SAEM)
- Fondation, Fonds de dotation
- Mutuelles, Unions, Fédérations, Syndicat patronal
- EPIC (Établissement public à caractère industriel et commercial), EPA (Établissement public à caractère administratif)
- Autre (précisez)

3. Quelle est l'année de création de votre organisation ?* 

11/26/2024



4. Est-ce que vous projetez de recruter d'ici les 3 prochaines années (hors stagiaires/ alternants) ?*

Oui, ma structure envisage de recruter



5. Quelles sont les raisons qui vous amènent à répondre à l'Impact Score ?*

- Volonté de transparence vis-à-vis des parties prenantes de mon organisation
- Pour engager mon organisation dans une démarche d'impact positif
- Pour identifier les chantiers prioritaires de mon organisation
- A la demande d'un financeur public ou privé dans le cadre d'une demande de financement
- A la demande d'un client
- A la demande d'un fournisseur
- Pour rejoindre le Mouvement Impact France
- Autre (précisez)

6. Si vous avez un logo pour votre organisation, merci de l'importer en ajoutant une PJ

Oui



Pièces jointes :



3.68 Mo

7. Êtes-vous une entreprise adhérente au Mouvement Impact France ?*

Non



Limitation des impacts négatifs

100% Complété

28 questions sur 28

Impact social 6/16

INCLUSION DE TRAVAILLEURS ÉLOIGNÉS DE L'EMPLOI 0/4

8. Est-ce que vous projetez de recruter d'ici les 3 prochaines années (hors stagiaires/ alternants) ?*

Nous sommes obligés de vous poser cette question à plusieurs reprises afin de pouvoir appliquer des filtres conditionnels.
Merci de votre compréhension.

- Oui nous allons continuer de recruter (ma structure a déjà recruté au moins un ETP)
- Oui, ma structure envisage de recruter
- Non, ma structure n'envisage pas de recruter

9. Le saviez-vous ? La France compte environ 12 millions de personnes en situation de handicap. En 2019, 18% des personnes en situation de handicap étaient au chômage, soit environ le double du reste de la population. D'après la loi, tout employeur de 20 salariés et plus doit employer des travailleurs handicapés, mutilés de guerre et assimilés à temps plein ou à temps partiel, dans une proportion de 6 % de l'effectif total. C'est l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés* i

Source : IDDHEA

- Oui
- Non

10. L'équipe dirigeante (ou uniquement fondateur.rice) est-elle composée d'un des profils suivants ?* i

- Personne en situation de handicap
- Personne arrivée en France il y a moins de 3 ans
- Personne résidant en QPV (Quartier Prioritaire de la Ville), ou autre zone bénéficiant de dispositifs de soutien et d'incitations économiques (ZFU, ZRR, ZFU, BER, ZMM, ...)
- Personne ayant été au chômage pendant plus d'un an avant ou pendant le lancement du projet
- Personne bénéficiaire des minima sociaux (RSA) avant ou pendant le lancement du projet
- Aucun de ces profils

8.1. Est-ce que vous prévoyez/ envisagez d'embaucher une ou plusieurs personnes éloignées de l'emploi (en situation de handicap, en situation d'insertion, ...) ? i

- Oui, cela sera une des priorités pour l'organisation
- Oui, nous nous engageons à mener une politique de recrutement inclusive mais nous pouvons difficilement nous projeter sur cette question
- Non, nous adresserons cette problématique dans plusieurs années
- Non, ce n'est pas une priorité pour nous

8.3. Dans vos fournisseurs et prestataires, avez-vous déjà travaillé entreprises sociales inclusives en France, c'est-à-dire des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et du secteur du Travail Protégé et Adapté (STPA) ?

- Oui, à plusieurs reprises
- Oui, une seule fois
- Non, mais je l'envisage
- Non jamais
- Je n'ai pas de fournisseur et de prestataire

SOUTIEN DE PUBLICS FRAGILES 1/4

11. Le savez-vous ? Le taux de chômage des personnes résidant en QPV est de 23%, soit un chiffre presque 3 fois plus élevé que pour les autres zones géographiques. Ainsi, les entreprises qui cherchent à recruter des personnes qui résident en QPV doivent être valorisées.* i

Source : Inégalités.fr

- Oui
- Non

8.4. Votre structure est-elle implantée dans une zone prioritaire pour l'emploi (QPV, ZFU, ZRR, ZFU, BER, ZMM, ...) ? i

- Oui
- Non, mais nous prévoyons de nous implanter à moyen terme dans une de ces zones
- Non, aucune de ces zones se trouvent à proximité de ma structure
- Non, ce n'est pas le cas et cela n'est pas prévu

8.6. Est-ce que vous prévoyez/ envisagez d'embaucher une ou plusieurs personnes résidant dans une zone prioritaire pour l'emploi (QPV, ZFU, ZRR, ZFU, BER, ZMM, ...) ? i

- Oui, cela sera une des priorité pour l'organisation
- Oui, nous nous engageons à mener une politique de recrutement en soutien de publics plus fragiles mais nous pouvons difficilement nous projeter sur cette question pour le moment
- Non, nous adresserons cette problématique dans plusieurs années
- Non, ce n'est pas une priorité pour nous
- Non, aucune de ces zones se trouvent sur mon territoire

12. Avez-vous ou prévoyez vous de mettre en place une politique de tarification inclusive ?* i

- Oui
- Non

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES 2.5/4

13. Le saviez-vous ? L'index égalité professionnelle femmes-hommes place les entreprises de plus de 50 salariés devant une obligation de résultats d'égalité femmes-hommes depuis 2019, sous peine de sanction financière si le score de 75/100 n'est pas atteint à l'index. Les thématiques abordées dans cet index sont disponibles dans l'aide.*

Voici les thématiques abordées dans cet index : l'écart de rémunération femmes-hommes, l'écart de répartition des augmentations individuelles, l'écart de répartition des promotions (uniquement dans les entreprises de plus de 250 salariés), le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité et la parité parmi les 10 plus hautes rémunérations.

- Oui
- Non

14. De quel(s) genre(s) se compose(nt) l'équipe dirigeante (ou le/la/les fondateur.ice.s) de votre organisation ?*

- D'une ou plusieurs femmes
- D'un ou plusieurs hommes
- D'une ou plusieurs personnes d'un autre genre

8.7. Quelles sont les actions que vous prévoyez de mener dans le cadre d'une politique interne en matière d'égalité de genre au travail auprès de vos futurs collaborateurs ?

- Réduire les écarts salariaux entre les femmes et les hommes
- Promouvoir l'égalité des chances en termes de promotions et d'augmentations
- Garantir l'égalité de traitement après un congé de maternité
- Encourager la parité dans les postes de haute responsabilité
- Aucune de ces options

INTÉGRATION DES JEUNES ET SENIORS 2.5/4

15. Le saviez-vous ? Aujourd'hui, les catégories d'âge de la population active qui connaissent le taux d'emploi le plus faible sont les 18-25 ans et les plus de 55 ans hors la diversité intergénérationnelle est une force en entreprise (notamment pour permettre du transfert des connaissances et apprentissages). En 2022, 17,3% des jeunes de 15 à 24 ans étaient au chômage. En 2021, le taux d'emploi des seniors en France (56%) est inférieur à celui de la moyenne de l'Union européenne (60,5 %).*

- Oui
- Non

8.8. L'équipe dirigeante (ou uniquement fondateur.ice, hors associé) est-elle composée d'un des profils suivants ?

- Jeune de moins de 25 ans
- Personne de plus de 55 ans
- Aucun de ces profils

8.10. Est-ce que vous prévoyez d'embaucher (inclusion des stagiaires et alternants) des travailleurs de moins de 25 ans ou de plus de 55 ans ?

- Oui, cela sera une des priorité pour l'organisation
- Oui, nous nous engageons à mener une politique de recrutement intergénérationnelle mais nous pouvons difficilement nous projeter sur cette question
- Non, nous adresserons cette problématique dans plusieurs années
- Non, ce n'est pas une priorité pour nous

16. Quelles mesures vous engagez-vous à prendre dans les 3 prochaines années sur cette partie "Impact Social" de l'Impact Score ? i

Recruté des personnes jeunes afin de leur transmettre nos connaissances et les formés dans de bonnes conditions

Impact écologique 6.1/16

MESURE DE L'EMPREINTE CARBONE 2.6/4

17. Le saviez-vous ? L'ADEME, à l'origine de la création de l'Association pour la transition bas-carbone (ancienne Association Bilan Carbone), définit le Bilan Carbone® (ou Bilan GES réglementaire) comme un outil de diagnostic qui permet d'analyser les émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre des activités d'un périmètre donné.* i

Les motivations associées pour passer à l'action peuvent être multiples : renforcer son image de marque, construire un avantage concurrentiel, anticiper la loi, booster sa marque employeur, dépenser moins et mieux, prendre du recul, accéder à de nouveaux marchés ou encore accéder à de nouveaux financements ...

- Oui
- Non

18. Quelles actions sont ou seront mises en place pour limiter l'impact du numérique ?* i

NB : émissions de gaz à effet de serre (GES) directement émises par les activités de l'entreprise (scope 1)

- Optimiser son stockage des données, messageries comprises (trier sa boite mail, transmettre des fichiers volumineux de manière responsable, ...)
- Eco-concevoir le site web de son organisation
- Allonger la durée de vie de ses équipements informatiques (notamment via une politique d'achat, de renouvellement ou de location responsable)
- Mon organisation met en place aucune de ces actions
- Nous n'avons pas l'usage du numérique

19. Faites-vous appel à un fournisseur d'énergie qui finance et développe des énergies renouvelables, locales et alternatives ?* i

NB : émissions de GES indirectes associées à la consommation d'énergie, qui surviennent en dehors des installations de l'entreprise (scope 2)

- Oui, mon organisation a souscrit à un contrat avec un fournisseur d'énergie verte (voir la liste en information, sur le "i")
- Oui, mon organisation prévoit de souscrire un contrat avec un fournisseur d'énergie verte
- Non, mon organisation n'a pas souscrit un contrat de ce type
- Non, mon organisation ne mesure / contrôle pas cette information

20. Quelles actions sont ou seront mises en place pour favoriser la mobilité douce dans le cadre des déplacements professionnels ?*

NB : émissions de GES indirectes qui échappent au contrôle direct de l'entreprise, englobant souvent les activités en amont et en aval de la chaîne de valeur (scope 3)

- Privilégier et favoriser le covoiturage pour les déplacements professionnels
- Privilégier le train pour les voyages professionnels
- Formalisation d'une hiérarchie des modes de transports en fonction de la distance domicile-travail à parcourir (marche, vélo, transport en commun, covoiturage, etc.)
- Limiter les déplacement en privilégiant les rencontres en visioconférence ou le téléphone
- Si le voyage en avion est inévitable, compenser l'empreinte carbone du voyage
- Mon organisation met en place aucune de ces actions

LIMITATION DE L'EMPREINTE CARBONE 0/4

21. Avez-vous fixé un objectif en termes de limitation de l'empreinte carbone de votre organisation ?*

- Oui, nous avons défini un objectif ainsi qu'un plan d'action et une procédure d'évaluation
- Oui, nous avons défini un objectif ainsi qu'un plan d'action
- Oui, nous avons défini un objectif
- Non, nous n'avons pas défini d'objectif

22. Avez-vous fixé un objectif en termes de consommation énergétique ?*

- Oui, nous avons défini un objectif ainsi qu'un plan d'action et une procédure d'évaluation
- Oui, nous avons défini un objectif ainsi qu'un plan d'action
- Oui, nous avons défini un objectif
- Non, nous n'avons pas défini d'objectif
- Je n'ai pas le contrôle sur ma consommation énergétique

BIODIVERSITÉ ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES 0/4

23. Le saviez-vous ? Potentiellement, toutes les activités humaines peuvent avoir ou ont déjà un impact sur la biodiversité. Toute organisation a le devoir de prendre en compte cet aspect dans ses projets et décisions afin que son activité génère un minimum d'impact sur la biodiversité proche de chez vous ou plus éloignée. Près de 68% des animaux vertébrés sauvages ont disparu en moins de cinquante ans ?*

Source : Rapport "Planète vivante" - Fond Mondial pour la Nature WWF - septembre 2020

- Oui
- Non

24. Avez-vous réalisé ou prévoyez-vous de réaliser un état des lieux de vos impacts et dépendances à la biodiversité ?* i

Par "dépendances à la biodiversité", on parle de matières premières nécessaires à la production d'un produit ou d'un service : matériaux, végétaux, énergie, ...

- Oui, mon organisation a déjà réalisé un état des lieux de ses impacts et dépendances à la biodiversité et a mis en place des outils pour prévenir les atteintes
- Oui, mon organisation a déjà réalisé un état des lieux de ses impacts et dépendances à la biodiversité et prévoit de mettre en place des outils pour prévenir les atteintes
- Oui, mon organisation prévoit de réaliser un état des lieux de ses impacts et dépendances à la biodiversité et prévoit de mettre en place des outils pour prévenir les atteintes
- Non, mon organisation ne prévoit pas de réaliser un état des lieux de ses impacts et dépendances à la biodiversité

25. Avez-vous fixé un objectif en termes de consommation d'eau ?* i

- Oui, nous avons défini un objectif ainsi qu'un plan d'action et une procédure d'évaluation
- Oui, nous avons défini un objectif ainsi qu'un plan d'action
- Oui, nous avons défini un objectif
- Non, nous n'avons pas défini d'objectif
- Mon organisation n'a pas le contrôle sur sa consommation d'eau

ECONOMIE LOCALE ET CIRCULAIRE 3.5/4

26. Quelle est (ou sera) votre politique en termes de gestion des déchets ?*

- L'entreprise a une politique zéro déchet non valorisé et contribue à l'économie circulaire
- L'entreprise pilote et réduit sa production de déchets et recycle lorsque cela est possible
- L'entreprise trie et recycle une partie de ses déchets
- L'entreprise ne trie pas et ne réduit pas ses déchets
- Mon organisation ne mesure/ contrôle pas cette information

27. D'où proviennent vos achats de produits et de services réalisés auprès de prestataires et fournisseurs ?*

- Plus de la moitié de mes achats proviennent de ma région
- Plus de la moitié de mes achats sont effectués en France
- Plus de la moitié de mes achats sont effectués en Europe
- La majorité de mes achats sont effectués hors Europe
- Mon organisation ne mesure/ contrôle pas cette information

28. Quelles mesures vous engagez-vous à prendre dans les 3 prochaines années sur cette partie "Impact Ecologique" de l'Impact Score ? i

Travailler et mettre en avant des matériaux avec une faible empreinte carbone. Travailler avec des fournisseurs toujours plus proche de notre lieu de travail

Partage de la valeur et du pouvoir

100% Complété

22 questions sur 22

Partage du pouvoir 8.5/16

PARTIES PRENANTES DANS LA GOUVERNANCE 2/4

29. Est-ce que vous projetez de recruter d'ici les 3 prochaines années (hors stagiaires/ alternants) ?*

Nous sommes obligés de vous poser cette question à plusieurs reprises afin de pouvoir appliquer des filtres conditionnels.
Merci de votre compréhension.

- Oui nous allons continuer de recruter (ma structure a déjà recruté au moins un ETP)
- Oui, ma structure envisage de recruter
- Non, ma structure n'envisage pas de recruter

30. Avez-vous identifié vos parties prenantes externes, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs qui ont un intérêt dans les activités de l'organisation hormis vos collaborateurs ? Si oui, avec quelles typologies de parties prenantes êtes-vous en interaction ?* i

- Investisseurs
- Fournisseurs
- Clients/ Usagers
- Bénéficiaires
- Associations
- Sous-traitants
- Experts (chercheurs...)
- Pouvoirs publics
- Employés/ salariés
- Non mon organisation n'a pas encore identifié ses parties prenantes

31. Avec quelles parties prenantes choisissez-vous de travailler en priorité ?* i

- Mon organisation décide de travailler uniquement avec les parties prenantes les plus engagées de mon écosystème
- Mon organisation veille à travailler au moins avec quelques parties prenantes engagées
- Ce n'est pas un critère, mais mon organisation s'informe de leur niveau d'engagement
- Mon organisation n'a pas d'exigence sur le niveau d'engagement social ou écologique de mes parties prenantes

32. Comment les parties prenantes "externes" sont impliquées dans la définition de la stratégie de l'organisation et du projet ?* i

Les parties prenantes "externes" désignent les personnes non-salariés de l'organisation mais qui exercent toutefois une influence sur celle-ci.

- Les parties prenantes externes sont associées à la prise de décision stratégique et prennent part aux votes
- Les parties prenantes externes sont consultées et formulent des avis
- Les parties prenantes externes sont uniquement informées des décisions stratégiques
- Les parties prenantes externes ne sont ni informées, ni consultées, ni associées aux prises de décision

PLACE DES COLLABORATEURS DANS LA DÉCISION 0/4

33. Le saviez-vous ? Le comité social et économique (CSE) est l'instance de représentation du personnel dans l'entreprise qui contribue à promouvoir la santé, la sécurité et les conditions de travail dans l'entreprise. Il doit être mis en place dans les entreprises de 11 salariés et plus et a pour mission de présenter à l'employeur les réclamations individuelles ou collectives sur les différents points (voir aide).*

Points dans le scope du CSE : salaires, application du code du travail et des autres dispositions légales concernant notamment la protection sociale, conventions et accords applicables dans l'entreprise.

- Oui
- Non

34. Quels rôles jouent les collaborateurs (salariés, stagiaires) dans le processus de décision ?* i

- Les collaborateurs prennent ou prendront part aux décisions stratégiques
- Les avis des collaborateurs sont ou seront consultées
- Les collaborateurs sont ou seront uniquement informées des décisions stratégiques
- Les collaborateurs ne sont ou ne seront ni informées, ni consultées, ni associées aux prises de décision
- Mon organisation n'envisage pas de recruter

PROGRESSION DES SALARIÉS 2.5/4

29.1. Quelles actions sont-elles ou seront-elles mises en place dans le cadre de la gestion des ressources humaines ?

- Préparation de l'intégration (accueil et planning des premiers jours, objectifs, temps d'échange, administratif et logistique)
- Organisation d'entretiens annuels (ou plus récurrent)
- Organisation de temps de formation utile à l'entreprise (via le CPF pendant son temps de travail et/ ou organiser des formations hors CPF)
- Accompagnement sur la fin du contrat ou après la démission (entretiens de sortie, maintien du lien, feedbacks constructifs, temps informel d'équipe)
- Aucune de ces actions

29.2. Êtes-vous formé (équipe dirigeante) ou envisagez-vous de former vos collaborateurs (ateliers collectifs/ ateliers de sensibilisation) aux enjeux liés à leur métier et/ou aux enjeux sociaux, éthiques et environnementaux ?

- Formation métier
- Enjeux climatiques et environnementaux
- Transition énergétique
- Enjeux et prise d'action liés à la diversité et l'inclusion
- Enjeux et prise d'action liés aux VHSS (Violences et Harcèlement Sexistes et Sexuels)
- Enjeux de gouvernance collective et participation à la décision et la CNV (Communication Non Violente)
- Aucune formation sur un de ces enjeux

STABILITÉ AU TRAVAIL 4/4

35. Le saviez-vous ? Il existe des bonnes pratiques en termes de santé mentale pour s'engager sans s'épuiser, consultez-les dans l'infobulle.* i

Source makesense

- Oui
- Non

36. Avez-vous ou prévoyez-vous de mettre en place une ou plusieurs de ces bonnes pratiques en termes de QVT (qualité de vie au travail) ?* i

- L'optimisation et l'ergonomie des postes de travail (posture ou assise, éclairage)
- Politique de bien être au travail, encourager la santé mentale et physique (espaces de repos, salle de sport, espaces d'écoute)
- Règles fixées en matière de connexion / déconnexion, favoriser un équilibre vie pro/ vie perso
- Politique de télétravail / travail à distance de façon concertée
- Aucune de ces options de réponse

37. Quelles mesures vous engagez-vous à prendre dans les 3 prochaines années sur cette partie "Partage du Pouvoir" de l'Impact Score ? i

Nous souhaitons mettre en place un maximum de temps de communication afin de rester ouvert à la discussion

Partage de la valeur 9.95/16

PARTAGE DE LA VALEUR ENTRE LES PARTIES PRENANTES 2.2/4

38. Le saviez-vous ? Certains dispositifs permettent de partager au mieux la valeur au sein d'une entreprise : épargne salariale (intéressement ou participation), prime partage de la valeur (PPV). i

Epargne salariale (intéressement ou participation), prime partage de la valeur (PPV)

- Oui
- Non

29.4. Envisageriez-vous donner des parts de votre société à vos salariés dans les 3 prochaines années ?

- Oui, à la majorité de nos salariés
- Oui, à quelques salariés ayant un poste stratégique
- Non, nous préférons ne pas partager le capital avec nos salariés
- Il est encore trop tôt pour se projeter
- Mon statut juridique ne me permet de proposer de l'actionnariat salarié

29.5. Si votre organisation génère des bénéfices dans les 3 prochaines années, où prévoyez-vous d'allouer ces bénéfices ?

- Réinvestir dans mon organisation (investissements de biens ou de services, revalorisation des salaires, ...)
- Reverser aux fondateurs associés du projet
- Reverser les bénéfices uniquement aux investisseurs
- Reverser aux salariés via un dispositif de prime de partage de la valeur par exemple
- Réaliser des dons
- Mon organisation n'envisage pas de faire de bénéfices dans les 3 prochaines années

ECARTS DE RÉMUNÉRATION 4/4

39. Dans votre business plan prévisionnel, quel est l'écart de rémunération que vous avez envisagé entre le plus bas et le plus haut salaire ?

- Tout le monde aura le même niveau de rémunération
- Moins de 2
- 2 à 3
- Plus de 3
- Mon organisation n'envisage pas de recruter

PLACEMENTS FINANCIERS RESPONSABLES 1.75/4

40. Le saviez-vous ? A l'avenir, vous pouvez réaliser des placements par votre organisation dans des supports financiers (fonds, livrets) en privilégiant ceux qui ont au moins un des labels suivants (voir la bulle informative) afin de permettre que votre argent soit au service de l'environnement.*

- Oui
- Non

41. Dans quelle banque avez-vous votre compte principal ?* i

- Banque Populaire
- Blank
- BNP Paribas
- Caisse d'Epargne
- Crédit Agricole / LCL
- Crédit Coopératif
- Crédit Mutuel Arkea
- Crédit Mutuel / CIC
- GreenGot
- Helios
- HSBC
- La Banque Postale
- La NEF
- Memo Bank
- Qonto
- Revolut
- Shine
- Société Générale
- La banque de mon organisation ne figure pas dans cette liste

42. Avez-vous choisi votre banque sur un critère de proximité ou d'engagement personnel ?*

- Oui
- Non
- Non mais mon organisation prévoit d'en changer sur ces critères

MÉCÉNAT 2/4

43. Le saviez-vous ? Le mécénat financier désigne les dons en argent faits par des entreprises ou des particuliers à des organismes d'intérêt général, sans contrepartie directe. En France, ces dons sont encouragés par des dispositifs de défiscalisation : ils sont déductibles de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 60 % des sommes versées, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes. Si ce plafond est dépassé, l'excédent peut être reporté sur les cinq exercices suivants.*

- Oui
- Non

44. Avez-vous réalisé ou allez-vous réaliser des dons financiers ou matériels ?* i

Exemples de dons matériels : collecte alimentaire, de matériel informatique, de vêtements, de produits d'hygiène

- Oui
- Non

45. Avez-vous donné ou allez-vous donner de votre temps de travail ou de vos compétences professionnelles pour soutenir une organisation à impact positif ou une organisation participant à l'orientation des jeunes ?* i

Les organisations à impact positif peuvent agir en faveur de l'environnement, des questions sociales, d'une cause en particulier, etc...

- Oui
- Non

46. Quelles mesures vous engagez-vous à prendre dans les 3 prochaines années sur cette partie "Partage de la Valeur" de l'Impact Score ? i

Nous aimerais participer auprès de la jeunesse avec des stages ou insertion

Stratégie à impact positif

100% Complété

14 questions sur 14

Stratégie à impact positif **14.5/36**

ENGAGEMENT POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE **6/10**

47. Comment votre organisation aborde-t-elle la question de la transition écologique et sociale dans sa stratégie

?* 

- Au coeur de sa mission
- Très impliqué
- Plutôt impliqué
- Peu ou pas impliqué

48. Quel(s) objectif(s) de développement durable l'activité de votre organisation poursuit en priorité ?*

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) définissent 17 priorités pour un développement socialement équitable, sûr d'un point de vue environnemental, économiquement prospère, inclusif et prévisible à horizon 2030. Ils ont été adoptés en septembre 2015 par l'ONU dans le cadre de l'Agenda 2030. (source Novethic)

- 1) Pas de pauvreté
- 2) Faim "zéro"
- 3) Bonne santé et bien-être
- 4) Education de qualité
- 5) Egalité entre les sexes
- 6) Eau propre et assainissement
- 7) Energie propre et d'un coût abordable
- 8) Travail décent et croissance économique
- 9) Industrie, innovation et infrastructure
- 10) Inégalités réduites
- 11) Villes et communautés durables
- 12) Consommation et production responsables
- 13) Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
- 14) Vie aquatique
- 15) Vie terrestre
- 16) Paix, justice et institutions efficaces
- 17) Partenariats pour la réalisation des objectifs
- Aucun de ces 17 Objectifs de Développement Durable

49. Quels moyens votre organisation mobilise-t-elle pour atteindre ces objectifs ?*

- Mon organisation intègre et traite régulièrement les enjeux environnementaux et sociaux en mettant en place des politiques internes spécifiques et en allouant des ressources dédiées
- Mon organisation implique activement ses parties prenantes internes en les informant, les formant et en les engageant dans des initiatives collaboratives
- Mon organisation s'appuie sur une dynamique collective en participant à des réseaux, coalitions ou initiatives territoriales pour impulser des projets ou des actions en lien avec ces enjeux
- Aucun de ces moyens ne correspond à ce que fait mon organisation

IMPACT DU CŒUR D'ACTIVITÉ 5/10

50. Quel est votre secteur d'activité principal ?*

Les activités suivantes sont considérées comme controversées : activités minières, alcool, armes, énergies fossiles, exposition au gaz et au charbon, jeux d'argent et casinos, pornographie, tabac.

- Agroalimentaire
- Agriculture
- Activités minières (Aluminium, cuivre, pierres précieuses, exploitation minière générale...)
- Aéronautique
- Alcool
- Armes (défense...)
- Arts, Spectacles, Loisirs & Culture
- Banque, Assurance & Finance
- Bois, Papier, Carton & Imprimerie
- BTP & Matériaux de Construction
- Chimie, Science et Technique
- Commerce, Négoce & Distribution
- Eau & Déchets
- Édition, Communication & Multimédia
- Electronique & Electricité
- Energies fossiles (Distribution & production, équipements et services pétroliers, forages, pipelines, raffinage...)
- Exposition au gaz et au charbon
- Energies renouvelables
- Enseignement, Education & Formation
- Etudes & Conseils
- Hébergement & Restauration
- Immobilier
- Industrie Pharmaceutique & Hygiène
- Informatique & Télécoms
- Jeux d'argent et casinos
- Machines & Equipements
- Métallurgie, Travail du Métal
- Plastique & Caoutchouc
- Pornographie
- Producteur, exploitant et distributeur d'électricité
- Santé & Social
- Services aux Entreprises
- Tabac
- Textile, Habillement & Chaussures
- Transports & Logistique

51. Votre entreprise est-elle engagée dans son cœur d'activité sur un des modèles économiques suivants ?*

- Economie circulaire
- Economie de la fonctionnalité / Economie d'usage
- Economie collaborative
- Economie sociale et solidaire
- Economie régénérative
- Aucun de ces modèles économiques

52. Avez-vous mis en place une démarche de conception universelle pour certains de vos produits/services ?* i

- Oui
- Non
- Mon organisation ne mesure/contrôle pas cette information

STATUTS, AGRÉMENTS, LABELS, CERTIFICATIONS ET SCORES 0/10

53. Le saviez-vous ? Impulser une démarche de labellisation pour son entreprise présente des avantages comme par exemple faire un diagnostic sur des questions précises, communiquer ce diagnostic à ses parties prenantes ou encore embarquer ses collaborateurs et améliorer sa marque employeur.*

- Oui
- Non

54. Faites-vous partie de l'économie sociale et solidaire ?*

- Association loi 1901
- Association reconnue d'intérêt général
- Association reconnue d'utilité publique
- Entreprise adaptée
- ESAT
- Fondation
- Mutuelle, Union et Fédération
- SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif)
- Société coopérative (SCOP...)
- SIAE (Structure d'Insertion par l'Activité Economique) : entreprises d'insertion, entreprise de travail temporaire d'insertion, atelier et chantier d'insertion, association intermédiaire)
- Société commerciale de l'ESS
- Aucune de ces réponses

55. Avez-vous un de ces engagements statutaires ?*

- Agrément ESUS
- Statut d'entreprise à mission
- Raison d'être clairement formulée dans les statuts
- Aucun de ces engagements statutaires

56. Il existe aujourd'hui de nombreux labels, certifications et scores sur le marché. Quels sont ceux que vous souhaitez obtenir dans les 3 prochaines années ou qui sont un critère de choix chez vos fournisseurs, partenaires ... ?*

Notez que tous les labels et certifications ne se valent pas.

- Certification "Relations Fournisseurs Durables et Achats Responsables" / Label Approvisionnement Responsable (UEBT)
- AOP (Appellation d'Origine Protégée) - AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) / STG (Spécialité Traditionnelle Garantie) / IGP (Indication Géographique Protégée) / Label Rouge
- Certification B Corp
- Choose My Company
- CIES (Comité Intersyndical de l'Epargne Salariale)
- Clef Verte / Label Tourisme et Handicap / Label Gîtes Panda / Label Ecogîte / Ecotable / Fig
- Ecolabel Européen
- EcoVadis Bronze ou Silver
- EcoVadis Gold ou Platinum
- Finansol
- FSC (Forest Stewardship Council)
- Optic for Good / THQSE
- Greenfin
- HQE (Haute Qualité Environnementale) / Label BREEAM (Building Research Establishment Environmental Assessment Method) / Label LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) / TopSite / RGE
- Imprim'vert
- ISO 26 000
- Label Agriculture Biologique / Bio Europe / Bio ED / Demeter
- Label Alliance (Diversité + Egalité), par AFNOR
- Label Artisan Socialement Responsable
- Label Biodiversity Progress (par Agence Lucie)
- World's Most Ethical Companies, by Ethisphere
- Label Confiance Textile par Oeko-Tex / SloWeAre / France Terre Textile
- Label Coopératives So Responsables
- Label Cosmebio / Natrue / COSMOS Organic
- Label Cradle-to-Cradle
- Label Engagé RSE
- Label Enseigne Responsable / Artisan socialement responsable
- Label EnVol (par Agence LUCIE)
- Label ESS ADN
- Label Fairmined
- Label Fairtrade / Label Producteurs Paysans / Fair for Life / Label WFTO / Tourisme Equitable / Agriéthique France / Bio Equitable en France / Biopartenaire
- Label GOTS (Global Organic Textile Standards)
- Label Great Place to Work France
- Label Human for Client
- Label Initiative Remarquable
- Label ISR
- Label LUCIE
- Label Marine Stewardship Council (MSC)
- Label Mon coiffeur s'engage
- Label Numérique Responsable (par Agence Lucie)
- Label One Voice
- Label Origine France Garantie
- Label PME+

- Label Positive Company
- Label Prestadd

57. Est-ce que vous envisagez de procéder à un des choix stratégiques suivants au cours des prochaines années pour préserver l'engagement social et écologique de votre organisation?*

- Mon entreprise pourrait choisir de ne pas se développer sur un marché, car un développement sur ce marché (produits, services ou zone géographique...) ne permettait pas à l'entreprise d'être suffisamment responsable d'un point de vue social et écologique (réglementation social et environnemental trop éloigné du standards européen, externalité environnementale négative/ pollution)
- Mon entreprise pourrait choisir de ne pas accepter un financement car la structure qui souhaitait nous financer n'était pas assez engagée d'un point de vue social ou écologique
- Mon entreprise pourrait choisir de ne pas travailler avec un client car il n'était pas assez engagé pour la transition écologique et sociale
- Mon entreprise pourrait choisir de ne pas se rendre à un évènement ou une opportunité business pour des raisons environnementales (ne pas prendre l'avion par exemple)
- Non, mon entreprise n'envisage pas de procéder à un de ces choix précédents pour des raisons sociales et écologiques

Label vigneron(s) engagé(s) / HVE (Haute Valeur Environnementale) / Terra Vitis / Vergers Ecoresponsables /

58. Quels critères de sélection sociaux et écologiques appliquez-vous ou allez-vous appliquer à la sélection de vos fournisseurs et prestataires ?*

- J'ai déjà ou j'envisage de créer une charte qui doit être signée par tous mes fournisseurs (Supplier Code of Conduct)
- J'ai déjà ou j'envisage de demander à mes fournisseurs de répondre à un label / score / certification témoignant de leur engagement social et écologique
- Je serai prêt à refuser de travailler avec des fournisseurs car ils ne sont pas assez engagés d'un point de vue social ou écologique
- Aucune de ces actions

59. Avez-vous l'intention de sensibiliser vos parties prenantes et clients à la transition écologique et sociale ?*

- Oui, dans toutes nos actions de communication
- Oui, dans la plupart de nos actions de communication
- Parfois, dans certaines de nos actions de communication
- Jamais, dans aucune de nos actions de communication
- Nous ne menons pas d'actions de communication

Ethibel

60. Quelles mesures vous engagez-vous à prendre dans les 3 prochaines années sur cette partie "Stratégie à impact positif" de l'Impact Score ? i

Nous nous engageons à être attentif à notre impact écologique pour les années à venir pour notre quotidien professionnel et personnel ainsi que dans nos partenariats